

PISA

À LA LOUPE

20

politiques d'éducation politiques d'éducation politiques d'éducation politiques d'éducation politiques d'éducation politiques d'éducation

Les chèques éducation permettent-ils d'accroître l'égalité des chances ?

- Les établissements d'enseignement dont la gestion relève d'une instance privée attirent généralement des élèves de milieux plus favorisés. Cependant, l'écart entre les profils socio-économiques des établissements publics et privés se resserre lorsque les établissements privés reçoivent un financement public plus important.
- L'écart entre les profils socio-économiques des établissements dont la gestion relève d'instances publiques ou privées est généralement deux fois plus important dans les systèmes d'éducation qui ont recours aux chèques éducation universels par rapport aux systèmes qui utilisent des chèques éducation ciblés.

Ces dernières années, de plus en plus de systèmes d'éducation des pays de l'OCDE et des pays partenaires ont encouragé la participation d'entités privées – y compris les parents d'élèves, les organisations non gouvernementales et les entreprises commerciales – au financement et à la gestion des établissements d'enseignement. Il s'agissait d'élargir le choix offert aux parents et aux élèves, et de stimuler la créativité et l'innovation au sein des établissements eux-mêmes. D'aucuns ont cependant dénoncé le risque d'instaurer, sans le vouloir, un système d'éducation à deux vitesses en fonction du milieu socio-économique des élèves : lorsque ceux-ci sont répartis dans les établissements publics ou privés en fonction du niveau de revenus de leurs parents, l'égalité des chances et des débouchés éducatifs n'est plus assurée et la cohésion sociale s'en voit affectée.

L'avantage socio-économique semble intrinsèque aux établissements dont la gestion relève d'une instance privée...

Les données de l'enquête PISA montrent que les parents de milieux socio-économiques favorisés ont davantage tendance à inscrire leurs enfants dans des établissements privés que les parents de milieux moins favorisés. Ce choix peut être motivé par la croyance selon laquelle ces établissements offrent un enseignement de meilleure qualité, un environnement plus propice à l'apprentissage et davantage de ressources. De même, les parents de milieux favorisés sont généralement plus conscients des différences de qualité entre établissements et mieux informés à ce propos. Les résultats de l'enquête PISA montrent que, dans la plupart des pays, les établissements dont la gestion est assurée par une instance privée ont tendance à jouir d'une plus grande autonomie, à disposer de davantage de ressources et à obtenir de meilleurs résultats sur l'échelle PISA de compétences en compréhension de l'écrit par rapport aux établissements publics. Qui plus est, l'enquête PISA conclut que, dans tous les pays, les établissements privés semblent attirer les élèves de milieux favorisés justement car leur effectif d'élèves est issu de milieux favorisés. Après prise en compte de l'avantage socio-économique, la performance des établissements publics et privés est généralement très similaire.



PISA

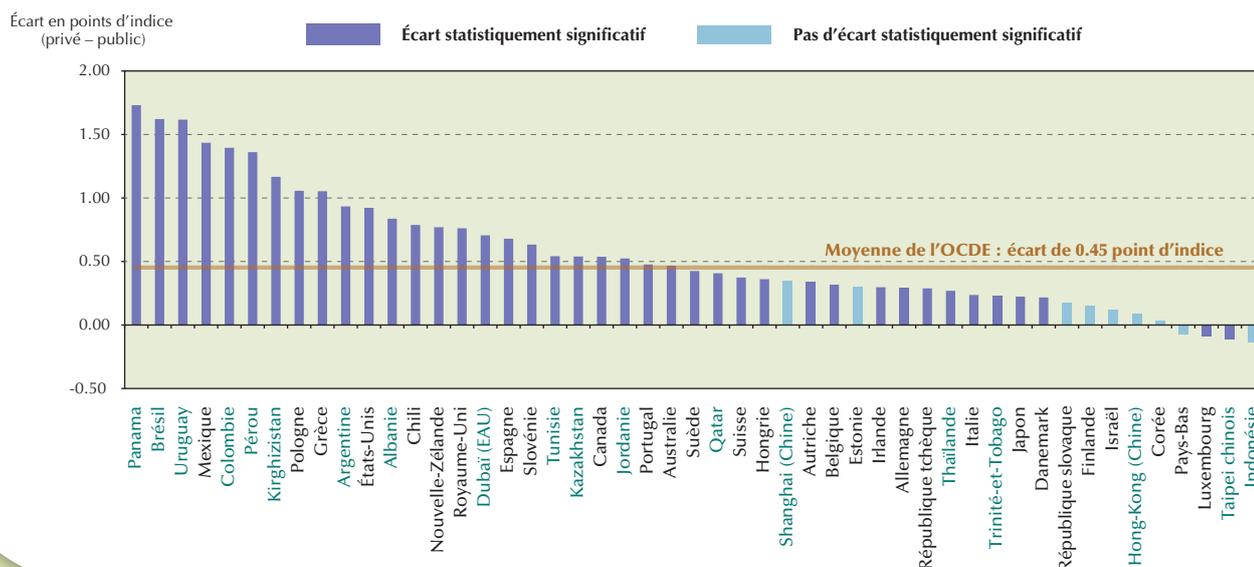
À LA LOUPE

... mais dans certains pays, l'écart socio-économique entre établissements publics et privés est plus faible.

Dans la plupart des pays et économies participant à l'enquête PISA, le milieu socio-économique moyen des élèves qui fréquentent des établissements dont la gestion relève d'une entité privée est plus favorisé que celui des élèves qui fréquentent des établissements publics. Au Canada, au Chili, en Espagne, aux États-Unis, en Grèce, au Mexique, en Nouvelle-Zélande, en Pologne, en Slovaquie, au Royaume-Uni, et dans les pays et économies partenaires, en Albanie, en Argentine, au Brésil, en Colombie, à Dubaï (Émirats arabes unis, EAU), en Jordanie, au Kazakhstan, au Kirghizistan, au Panama,

au Pérou, en Tunisie et en Uruguay, l'écart entre les milieux socio-économiques de ces deux groupes d'élèves est très marqué. En revanche, au Luxembourg et dans les économies partenaires, au Taipei chinois, le milieu socio-économique des élèves qui fréquentent un établissement public a tendance à être plus favorisé que celui des élèves qui sont inscrits dans un établissement privé. Par ailleurs, en Corée, en Estonie, en Finlande, en Israël, aux Pays-Bas, en République slovaque, et dans les pays et économies partenaires, à Hong-Kong (Chine), en Indonésie et à Shanghai (Chine), on ne constate pas de différence entre les milieux socio-économiques des élèves fréquentant des établissements privés et ceux scolarisés dans des établissements publics.

Écart entre les profils socio-économiques des établissements d'enseignement publics et privés



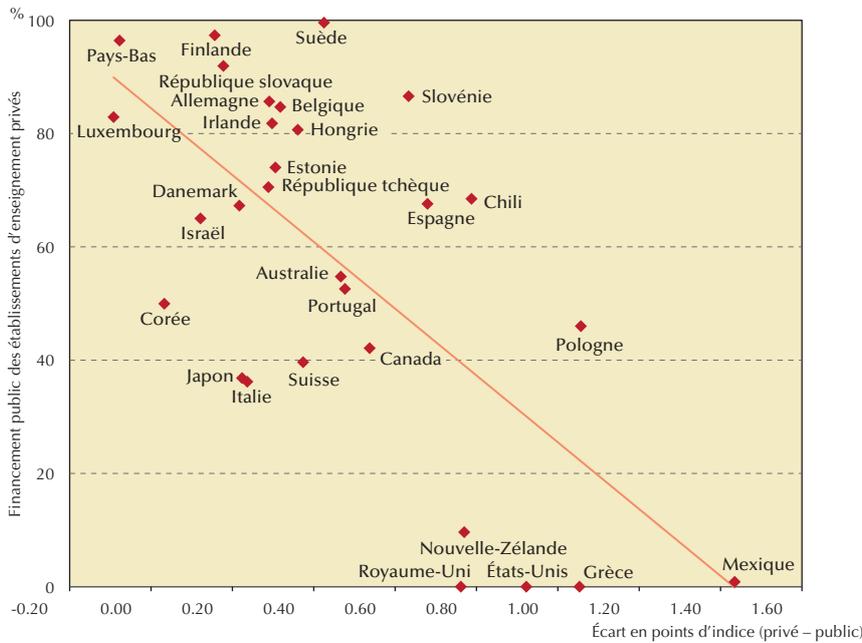
Le milieu socio-économique des élèves est mesuré par l'indice PISA de statut économique, social et culturel. Les pays sont classés par ordre décroissant de l'écart en points d'indice entre les établissements d'enseignement privés et publics. Source : Base de données PISA 2009 de l'OCDE.

Le financement public s'avère essentiel...

Mais alors, pourquoi cette différence est-elle plus perceptible dans certains pays que dans d'autres ? Les résultats de l'enquête PISA suggèrent que le montant du financement public accordé aux établissements privés pourrait jouer un rôle. En Finlande, aux Pays-Bas, en République slovaque, en Suède et dans les économies partenaires, à Hong-Kong (Chine), selon les dires des chefs d'établissements privés, l'État finance à hauteur de plus de 90 % leurs établissements. En Allemagne, en Belgique, en Hongrie, en Irlande, au Luxembourg et en Slovaquie, la part publique du financement des établissements privés varie entre 80 % et 90 %. Par contraste, aux États-Unis, en Grèce, au Mexique, au Royaume-Uni et dans les pays et économies partenaires, en Albanie, à Dubaï (EAU), en Jordanie, au Kirghizistan, au Qatar, en Tunisie et en Uruguay, seul 1 % du financement des établissements privés, voire moins, provient de l'État. En Nouvelle-Zélande et dans les pays et économies partenaires, au Brésil, au Kazakhstan, au Panama, au Pérou, à Shanghai (Chine) et au Taipei chinois, la part publique du financement des établissements privés varie entre 1 % et 10 %.



Les pays où la part publique du financement des établissements d'enseignement privés est plus importante font généralement état d'un moindre écart entre les profils socio-économiques des établissements d'enseignement publics et privés



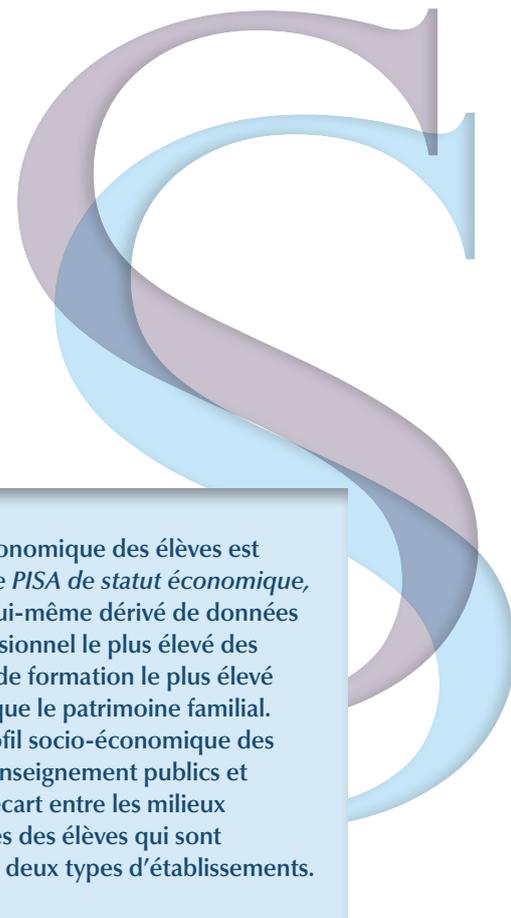
Écart entre les profils socio-économiques des établissements d'enseignement privés et publics

Source : Base de données PISA 2009 de l'OCDE.

... ainsi que les modalités d'apport de ce financement.

Le financement public peut être octroyé de différentes manières aux établissements gérés par une instance privée ; les chèques éducation qui apportent une aide directe aux parents d'élèves constituent l'une d'entre elles. Deux types de chèques éducation ont été examinés dans cette analyse : les systèmes universels qui mettent les chèques éducation à la disposition de tous les élèves et les systèmes ciblés qui donnent accès aux chèques éducation uniquement aux élèves de milieux défavorisés. Les chèques éducation disponibles pour l'ensemble des élèves peuvent aider à élargir le choix des établissements proposé aux parents et à favoriser la concurrence entre les établissements. Les systèmes ciblés sur les élèves défavorisés permettent d'améliorer l'équité de l'accès à l'éducation. L'analyse des données de l'enquête PISA révèle que l'écart entre les profils socio-économiques des établissements, selon qu'ils sont gérés par des instances publiques ou privées, est deux fois plus important dans les systèmes d'éducation qui ont recours aux chèques éducation universels que dans les systèmes qui utilisent les chèques éducation ciblés.

Dans les pays où les établissements privés reçoivent une part plus importante de financements publics, on constate un écart moindre entre les profils socio-économiques des établissements publics et privés. Dans les pays de l'OCDE, 45 % de la variation de cet écart peuvent s'expliquer par le niveau de financement public des établissements privés ; dans l'ensemble des pays participants, 35 % de cette variation sont imputables à ce facteur.



Le milieu socio-économique des élèves est mesuré par l'indice PISA de statut économique, social et culturel, lui-même dérivé de données sur le statut professionnel le plus élevé des parents, le niveau de formation le plus élevé des parents, ainsi que le patrimoine familial. L'écart entre le profil socio-économique des établissements d'enseignement publics et privés est égal à l'écart entre les milieux socio-économiques des élèves qui sont scolarisés dans ces deux types d'établissements.



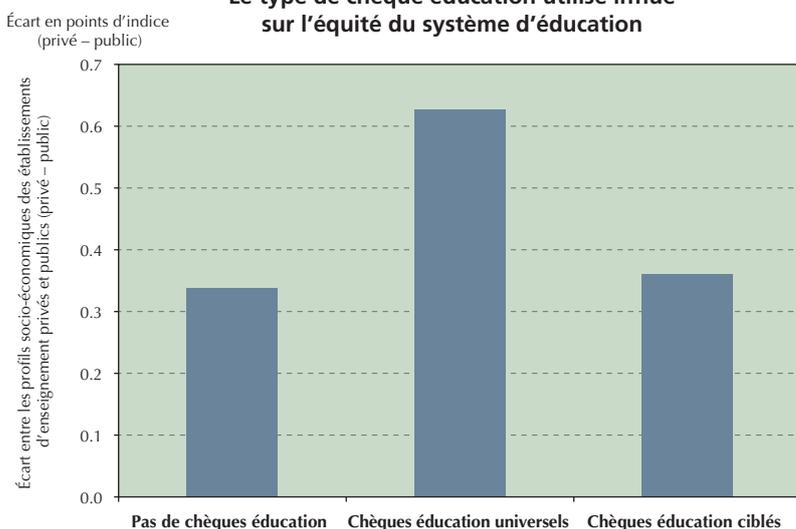
PISA

À LA LOUPE

Cependant, l'enquête PISA montre aussi que l'augmentation de la part publique du financement des établissements gérés par des entités privées ne permet pas forcément de combler cet écart. Dans certains pays, ce dernier s'explique principalement par la contribution financière plus importante demandée aux parents pour inscrire leurs enfants dans des établissements gérés par des instances privées ; or, dans d'autres pays, certaines caractéristiques de l'établissement sans rapport avec le financement, notamment les critères d'admission, la performance scolaire, les politiques et pratiques, ainsi que l'environnement d'apprentissage, sont aussi partiellement liées aux écarts entre les profils socio-économiques des établissements.

De façon déterminante, les résultats de l'enquête PISA démontrent que les pays où l'on constate l'écart le plus faible entre les profils socio-économiques des établissements publics et privés sont également ceux qui ont tendance à obtenir de meilleurs résultats. En d'autres termes, les décideurs – et, en dernier ressort, les parents et les élèves – n'ont pas à choisir entre équité et performance pour leurs systèmes d'éducation, car l'une n'exclut pas l'autre.

Le type de chèque éducation utilisé influe sur l'équité du système d'éducation



Source : Base de données PISA 2009 de l'OCDE.

Pour conclure : Les pays qui apportent un niveau de financement public plus élevé aux établissements gérés par des instances privées sont davantage à même de garantir aux élèves un accès à ces établissements, et ce quel que soit leur milieu socio-économique. Lorsque le financement public prend la forme de chèques éducation, une approche ciblée offre davantage d'équité qu'une approche universelle.

Pour tout complément d'information

Contacteur Miyako Ikeda (Miyako.Ikeda@oecd.org)

Consulter *Public and Private Schools: How management and funding relate to their socio-economic profile.*

Voir

www.pisa.oecd.org

www.oecd.org/pisa/infocus

Prochain numéro

Aujourd'hui, les jeunes de 15 ans se sentent-ils responsables à l'égard de l'environnement ?